

Apprendre des jeunes

Une fonction sociale a été conférée à l'enfance et à l'adolescence – à quand une perspective pour la vieillesse?

Maurus Blumenthal

Dans le domaine politique, le Baromètre des préoccupations du Credit Suisse révèle que la prévoyance vieillesse constitue toujours l'une des principales préoccupations de la population helvétique. Mais elle n'est pas seulement l'affaire des adultes: elle est aussi, étonnamment, de plus en plus citée dans le Baromètre de la jeunesse.

Les dirigeants politiques sont unanimes sur le besoin de réformer l'assurance-vieillesse et survivants (AVS). Pourtant, au cours des vingt dernières années, toutes les réformes importantes ont été rejetées. Avec le projet de réforme «Prévoyance vieillesse 2020», le Conseil fédéral a pris un nouvel élan qui doit également trouver un écho favorable auprès de la majorité des Suisses. Mais cette fois encore, ces avancées pourraient être réduites à néant du fait d'impasses politiques. Force est de constater qu'une dimension sociopolitique fait à nouveau cruellement défaut.

Vieillesse: quid de la fonction sociopolitique?

L'évolution démographique, la hausse des coûts des soins et de la santé et le modèle de financement sont autant de défis pour la prévoyance vieillesse. L'impact des évolutions techniques et sociales sur la vie des personnes âgées – et donc sur la prévoyance vieillesse – va se renforcer à l'avenir. La prévoyance vieillesse ne soulève pas uniquement la question du financement du coût de la vie durant cette période, mais de la vie elle-même.

La vieillesse, auparavant considérée comme le «crépuscule de la vie», s'est muée en une phase à part entière, dont la durée correspond à celle de l'enfance et de l'adolescence réunies. Rappelons toutefois que des fonctions sociopolitiques claires n'ont été attribuées à l'enfance et à l'adolescence qu'au début du XIXe siècle: ces phases sont essentielles à la socialisation (enfance) et à la formation à la vie professionnelle (adolescence). En revanche, quel sens donner aux dix, vingt ou trente années de retraite? En dehors de la sphère privée, quelle est la fonction sociopolitique de cette phase?

Vieillesse: un projet intergénérationnel national

Ces questions sont d'actualité tant pour les organisations de la société civile, telles que le Conseil suisse des aînés, la Révolution des grands-mères ou les Panthères grises, que pour la recherche sur les générations et le vieillissement. La politique de la vieillesse actuelle se limite majoritairement aux aspects financiers et sanitaires. La promotion du potentiel des seniors et de leur force d'innovation ainsi que l'exploitation de leur expérience passent bien souvent à la trappe. Au lieu de se focaliser sur les soins et la prévoyance, nous devrions plutôt réfléchir à la valeur ajoutée qu'ils peuvent apporter à la politique, à l'économie et à la société dans son ensemble.

L'absence d'une réelle vision intergénérationnelle de la vieillesse est à déplorer. Ce n'est que sur ce fondement qu'une politique de la vieillesse globale, également fruit des réflexions de la société civile, peut émerger. L'Etat et l'économie doivent instaurer les conditions-cadres pour le développement d'une telle vision, afin de promouvoir des initiatives et de nouveaux instruments de participation permettant d'obtenir une orientation sociale pour la vieillesse en Suisse. Au cœur de ce processus pourraient se trouver les questions suivantes:

Quelle fonction conférer à la vieillesse dans notre société? Quels sont les besoins des personnes âgées à l'égard de la société et de la politique, et quelles ressources peuvent-elles apporter dans ces domaines? Quelle influence les parcours individuels, qui à maints égards ne présentent pas de séparation nette entre les trois phases de la vie, auront-ils sur la vieillesse? Comment le monde du travail influencera-t-il la vieillesse? Un marché bénévole axé sur l'interaction sociale, la créativité et la recherche du sens de la vie verra-t-il le jour? Comment les jeunes d'aujourd'hui envisagent-ils leur vieillesse?

Un projet intergénérationnel national est indispensable pour apporter des réponses. Pour cela, de nouveaux instruments de participation politique doivent être créés afin d'inclure les visions, les besoins et les solutions de la population suisse. Autrement, ces derniers ne s'exprimeront pas ou seulement par le biais de la démocratie directe – ce qui n'est pas forcément son objectif. Ce n'est pas seulement l'affaire d'experts et de groupes d'intérêts, mais de l'ensemble de la population. Pour relever les grands défis de notre époque, l'économie a besoin d'idées et de solutions novatrices. La politique aussi. Et pour cela, il convient de disposer des bons instruments.

Maurus Blumenthal est directeur de la Fédération Suisse des Parlements des Jeunes (FSPJ) depuis 2012. La FSPJ est le centre de compétences national pour la jeunesse et la politique. Sous la devise «Par les jeunes, pour les jeunes», elle encourage depuis vingt ans la participation politique des jeunes.

Donner du sens pour rester en bonne santé

Face au vieillissement, la Suisse doit s'interroger: à l'avenir, comment assurer prospérité et bien-être à toutes les générations? Sans aucun doute en révisant les projets et les prétentions auxquels nous sommes attachés.

Hans Groth

Depuis le XVIIIe siècle, l'espérance de vie des Suisses n'a cessé d'augmenter. Dans dix ans, les plus de 65 ans représenteront déjà 20% de la population. En 2050, ils seront 2,8 millions, soit 27% de la population résidente. En Suisse, les femmes et les hommes profitent d'ores et déjà de la majeure partie de leur retraite sans souffrir de problèmes de santé: à l'âge de 65 ans, ils bénéficient aujourd'hui d'une espérance de vie de près de 20 ans (19,5 pour les hommes; 21,1 pour les femmes) et resteront en bonne santé pendant les deux tiers de cette période. Mode de vie, environnement social, formation, soins médicaux, environnement, patrimoine génétique sont autant de facteurs favorisant l'allongement de la durée de la vie.

Mais nous ne sommes pas tous égaux face à l'espérance de vie: un niveau de formation élevé correspond en moyenne à une espérance de vie plus importante: en Suisse, neuf ans de plus qu'en cas de faible niveau de formation. Cette différence s'explique aussi par le fait que la population peu formée est davantage touchée par les maladies chroniques et les facteurs de risques mal jugulés. Et en dépit d'une espérance de vie plus longue, les femmes prenant de l'âge sont en moyenne plus vulnérables que les hommes face à la maladie.

Un potentiel inexploité

L'augmentation de l'espérance de vie soulève de nouvelles questions sur le mode de vie. La troisième phase de la vie (en général à partir de 65 ans) se veut bien remplie. Voir un sens à sa vie et être en bonne santé vont de pair: ceux qui se sentent «utiles» sont moins souvent malades et plus heureux que ceux dont l'activité est moindre, ce qui explique en grande partie les écarts d'espérance de vie liés au niveau de formation. Plus celui-ci est élevé, plus les réseaux sociaux et l'intégration professionnelle restent solides même après 65 ans. Alors que les mieux qualifiés peuvent encore trouver un emploi même à l'âge de 70 ans, ceux qui exerçaient un métier très physique ou dont les qualifications sont peu demandées sont souvent loin de pouvoir y prétendre.

Les employeurs et le monde politique sont donc confrontés à un défi inédit: aider les personnes âgées qui cherchent à donner du sens à leurs «années de retraite», à les rendre productives. A l'origine, la retraite devait permettre aux personnes âgées de profiter tranquillement des quelques années qui leur restaient, après une vie fatigante et professionnellement riche. Aujourd'hui, les plus de 65 ans restent en bonne condition physique et intellectuelle jusqu'à 75 ou 80 ans. L'activité contribue pour une grande part à «donner du sens». Le marché du travail des personnes âgées doit tendre vers davantage de flexibilité. Les employeurs sont appelés à créer des postes qui intéressent les personnes âgées, en privilégiant en particulier celles dont le niveau de formation est faible. Le nouveau défi ne consiste donc pas seulement à vivre longtemps et autant que possible en bonne santé, mais aussi à vieillir en restant utile et productif. Actuellement, ce potentiel est largement sous-exploité – il serait possible de redéfinir le marché du travail au moyen de modèles novateurs. Et de nouveaux marchés pourraient émerger en phase avec les évolutions sociales.

La clé de notre société

Dans le cadre du marché du travail et de la prévoyance vieillesse, une modification des structures et des réglementations requiert une majorité de votants, lesquels pourront difficilement être convaincus sur le plan politique tant que des alternatives n'auront pas été testées avec succès au moyen de projets pilotes. Les entreprises et les particuliers doivent aller de l'avant: si l'opinion selon laquelle la nouveauté fonctionne fait consensus, les innovations seront acceptées et susceptibles de recueillir la majorité.

Il apparaît clairement dans le Baromètre des préoccupations du Credit Suisse que le thème de la prévoyance vieillesse est depuis plus de dix ans l'une des principales préoccupations des Suisses. Que faire? Les nouvelles solutions envisageables pour vieillir en restant productif ne sont pas seulement la clé du développement de notre société – c'est aussi là que se trouve la solution pour une prévoyance vieillesse durable et adaptée à la démographie en Suisse. Ce processus de changement n'est pas aisé. Il requiert d'adopter une nouvelle orientation pour toutes les personnes concernées, avec des attentes et des comportements adaptés en conséquence.

Hans Groth, titulaire d'un MBA, est président du Conseil d'administration du WDA Forum (World Demographic & Ageing Forum) associé à l'Université de St-Gall et de celui de la RehaClinic de Bad Zurzach. La transition démographique constitue le cœur de son travail depuis 14 ans.